



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 03/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



GSM

26 RUE DES ERABLES
BP 30099
54183 Heillecourt

Référence : BV/NW/303_2023
Code AIOT : 0006205781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement GSM implanté Pré Saint Georges - 54700 Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- Pré Saint Georges - 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006205781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière alluvionnaire

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'exploitation carrière
- suivi écologique
- suivi des masses d'eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 2.4.2	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.5	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.5	/	Sans objet
5	Protection des eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 4.1.2	/	Sans objet
6	Protection des eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 4.1.4	/	Sans objet
7	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	/	Sans objet
8	Sécurité Publique	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 8.1.2	/	Sans objet
9	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 9.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de non conformités particulières au cours de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : La carrière est active de 07h00 à 16h30. Les moyens mis en œuvre pour la sécurisation des accès au site (clôture, signalement) n'appellent pas de remarques particulières de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 2.4.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale de la carrière est fixée à 300 000 t. La production moyenne de la carrière est fixée à 200 000 t par an.
Constats : Au titre des exercices 2019, 2020, 2021 et 2022, l'exploitant a respectivement extrait 12 000, 217 000, 267 000 et 190 000 t de produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.5
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien, le lavage et le stationnement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un décanteur-separateur à hydrocarbures équipé d'un dispositif d'obturation automatique permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels [...]
Constats : Si des engins de chantier sont mis en œuvre sur la carrière, celle-ci ne dispose pas d'une aire étanche qui leur soit dédiée. Le remisage et l'entretien des engins sont opérés sur l'aire qui est présente dans l'installation de broyage/préparation des matériaux voisine de la carrière, autorisée par l'AP du 07/07/1982 - AIOT 62.00526
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 3.1.5
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention [...]
Constats : A l'instar de l'aire étanche dédiée aux engins, la carrière n'est pas concernée par le stockage de liquides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection des eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 4.1.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées au milieu naturel satisfont aux valeurs limites suivantes T°C inférieure à 30°C pH compris entre 5,5 et 8,5 MEST inférieures à 35mg/L DCO inférieure à 125 mg/L HCT inférieurs à 10mg/L Ils font l'objet d'une analyse annuelle portant sur l'ensemble de ces paramètres.
Constats : La carrière n'est pas concernée par le rejet d'eaux au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 4.1.4
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi qualitatif et quantitatif est réalisé sur les eaux de la nappe des alluvions. Les mesures portent sur l'analyse annuelle de la qualité des eaux au niveau du plan d'eau situé à l'Ouest du site, ainsi que sur le plan d'eau d'extraction, et au minimum sur les paramètres suivants : T°C, pH, MES, DCO, HCT Les résultats sont accompagnés de commentaires de l'exploitant [...].
Constats : L'exploitant réalise un suivi des eaux de la nappe des alluvions, via l'analyse de l'eau sur trois bassins (décantation, extraction, eaux claires). L'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées au titre des exercices 2019, 2021 et 2022. Les résultats sont conformes aux exigences réglementaires, hormis pour le bassin d'extraction qui présentait lors de l'analyse de 2022 un pH de 8,8. Si l'exploitant n'apporte pas d'éléments visant à justifier le dépassement de la VLE concernant le pH - fixée à 8,5 - il rappelle qu'au regard de la réglementation visant la potabilisation de l'eau, le pH de l'eau du bassin d'extraction est conforme quant à ce paramètre. En effet, la VLE prescrite dans l'AM du 11/01/2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution [...], pour le paramètre pH est fixée à 9. Les éléments produits amènent l'inspection à juger conforme le suivi mis en œuvre par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La carrière n'est concernée que par des activités d'extraction et de convoyage de matériaux humides, non concernés par la problématique des poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécurité Publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 8.1.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La sortie de PL sur la RD 657 est présignalisée en amont et en aval du débouché par les panneaux et panneaux de dangers réglementaires. L'exploitant veille à la présence et au bon entretien du panneau AB4 « stop » [...] à la sortie du site [...]
Constats : S'agissant du sens de circulation Pont à Mousson - Champey sur Moselle, la signalisation du débouché de poids lourd est effective via un panneau A14 implanté en bordure de RD657. La sortie du site est matérialisé par un panneau AB4 lisible et en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures d'évitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 9.1.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi de l'évolution des milieux naturels [...] et notamment des prairies de fauche est opéré par un organisme extérieur compétent [...]. Le compte rendu de ce suivi, établi après chaque passage de l'écologue, est transmis à l'inspection [...] et à la Direction Départementale des Terroires [...].
Constats : Au titre des suivis écologiques auxquels l'exploitant est tenu, ce dernier a transmis les rapports suivants : > suivi des espèces végétales et invasives (FloraGIS) prospections des étés 2021 et 2022 ; > recensement des cantons de Pie-grièche écorcheur (Neomys) prospection de l'été 2021. S'agissant des espèces végétales invasives, les documents font état d'une plus abondante présence de Vergette du Canada en 2022, comparée à 2021. S'agissant des espèces faunistiques protégées, les documents font état de la présence de 5 cantons de Pie-grièche, ainsi que de la présence de 2 cantons d'oiseaux considérés comme nicheurs certains (Linotte Mélodieu et Petit Gravelot). L'inspection a constaté lors de la visite, la mise en place d'un balisage destiné à protéger la station de Silaus des près, seule espèce végétale protégée parmi les 3 qui faisait l'objet d'un suivi qui ont été contactée à l'été 2022. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre des moyens efficaces que ce soit pour contenir la prolifération de cette espèce pionnière, ou assurer la protection des espèces patrimoniales présentes sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet